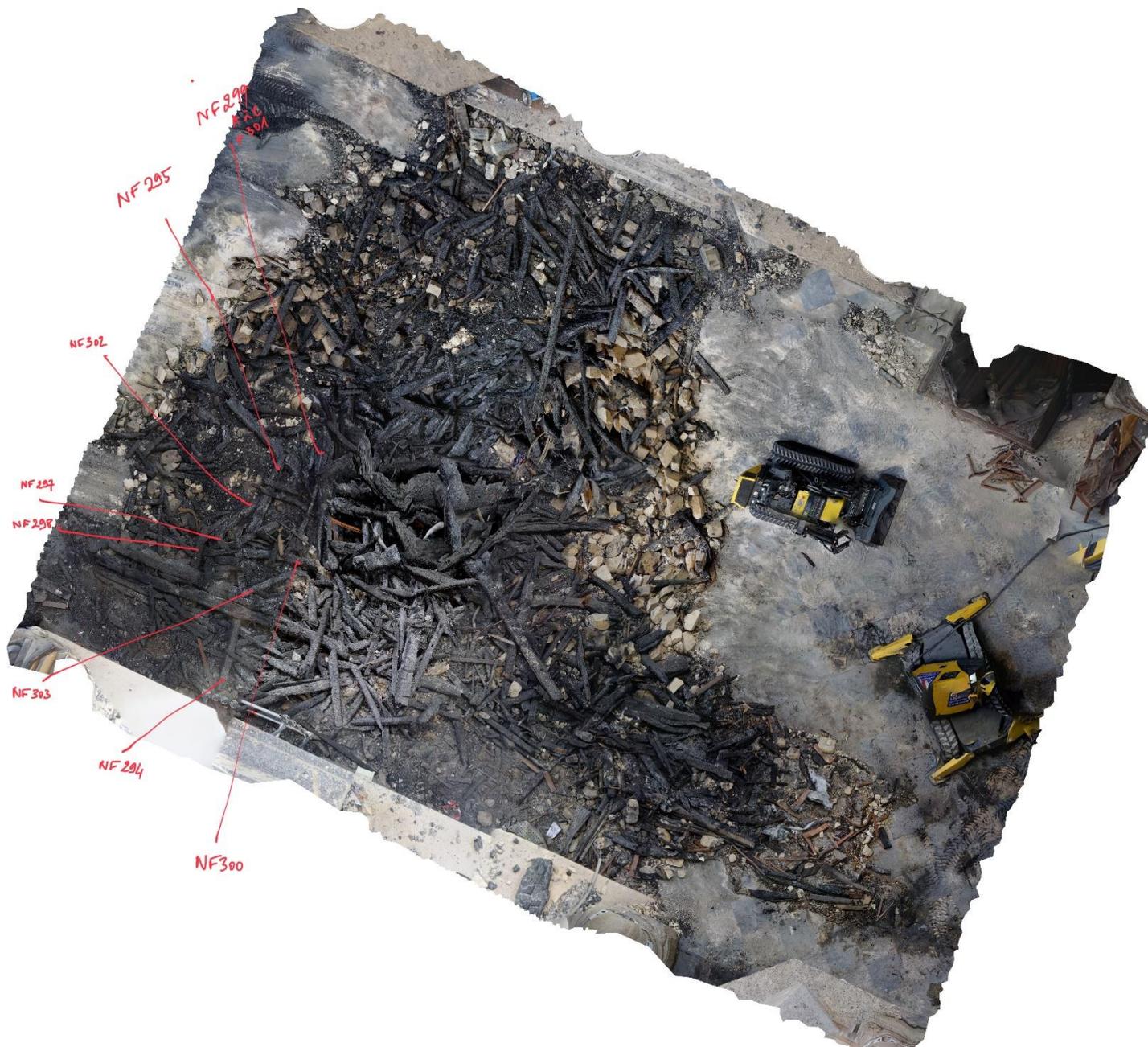




**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
d'Île-de-France**



NOTRE-DAME DE PARIS : 18 MOIS DE MOBILISATION DE LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE FOCUS SUR LES OPÉRATIONS ARCHÉOLOGIQUES

DOSSIER DE PRESSE – 15 OCTOBRE 2020

SOMMAIRE :

- 1 Rôle et missions de la DRAC Île-de-France à Notre-Dame**
- 2 Bilan de 18 mois d'opérations archéologiques**
- 3 Paroles d'archéologues**

1

Rôle et missions de la DRAC Île-de-France à Notre-Dame

Maître d'ouvrage du monument jusqu'à la création de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris en décembre 2019, la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France a mobilisé ses équipes et compétences dès le soir de l'incendie, en coordonnant notamment les travaux de sauvegarde et de sécurisation de l'édifice. **Dix-huit mois plus tard, la DRAC continue de jouer un rôle essentiel.**

Depuis l'incendie du 15 avril 2019, conservateurs du patrimoine en charge des monuments historiques et des objets mobiliers, architectes des bâtiments de France et archéologues sont à la tâche et se relaient de façon permanente sur site.

Au sein de la DRAC, les équipes de la **conservation régionale des monuments historiques (CRMH)** ont géré la maîtrise d'ouvrage d'avril à décembre 2019, jusqu'au transfert de celle-ci à l'Établissement public. Elles poursuivent leur mission régalienne de coordination du contrôle scientifique et technique (CST). A ce titre, la DRAC réunit et anime le comité *ad hoc* qui a été constitué afin de rendre des avis sur les parties d'intervention et d'accompagner les restaurations. Composé des équipes de la CRMH, de l'inspection des patrimoines, du Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH) et de la sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés (SDMHEP), le comité a pour rôle d'accompagner l'Établissement public (maître d'ouvrage), la maîtrise d'œuvre mais également le diocèse dans le cadre de l'ensemble des travaux de sauvegarde, de conservation, de restauration et d'aménagement conduits sur le monument historique. Afin d'être régulièrement informée de l'état d'avancement des travaux et des réflexions en cours, la DRAC assiste en tant que de besoin aux réunions de chantier et suit les premiers chantiers-tests menés dans les chapelles Notre-Dame de la Guadalupe et Saint-Ferdinand, en vue d'identifier les protocoles de nettoyage les mieux adaptés et les

éventuels compléments d'analyses scientifiques préalables à la restauration. Les avis rendus dans le cadre de la commission nationale du patrimoine et l'architecture (CNPA) ont contribué à acter le principe d'une restauration des parties disparues de l'édifice dans son dernier état connu – charpente en bois de chêne, couverture en plomb et flèche conforme au dessin d'Eugène Viollet-le-Duc.

Outre son rôle de conseil et de contrôle, la DRAC continue d'assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations à conduire sur les objets mobiliers extraits de la cathédrale. À ce titre, elle pilote le transfert, le récolement, la conservation, la restauration et la valorisation de plusieurs centaines d'objets parmi lesquels les éléments du trésor de Notre-Dame et plus d'une vingtaine de tableaux exceptionnels. Elle prend également part aux réflexions d'ores et déjà en cours concernant la présentation et la perception de la cathédrale lors de sa réouverture au public et au culte.

Les équipes du **service régional de l'archéologie** sont également mobilisées depuis 18 mois. Leur rôle : assurer le suivi du prélèvement des vestiges effondrés dans la nef et sur les voûtes, en étroite collaboration avec le Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH) et le Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF), et procéder au conditionnement et à l'inventaire de ces précieux témoignages archéologiques.

Les 4 missions essentielles de la DRAC à Notre-Dame

Maîtrise d'ouvrage de la cathédrale

(transférée en décembre 2019 à l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris)

Maîtrise d'ouvrage sur les objets mobiliers (dont le trésor de Notre-Dame)

Contrôle scientifique et technique (CST)

Prélèvement, conditionnement et inventaire des vestiges archéologiques

2

Bilan de 18 mois d'opérations archéologiques

Coordination et participation aux opérations de déblaiement des vestiges dans la nef et sur les voûtes

L'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris a provoqué la chute dans la nef et dans le transept de nombreux éléments calcinés provenant de la flèche de Viollet-le-Duc, de la charpente et de la voûte. Ces éléments se sont effondrés dans trois secteurs distincts, créant des **amas de matériaux** enchevêtrés avec des éléments de l'échafaudage calciné qu'il était nécessaire de dégager aussi rapidement que possible afin de sécuriser l'édifice :

- l'amas de la croisée du transept qui contenait des éléments de la flèche (bois de charpente et éléments métalliques), des éléments de la charpente du 19^e siècle et des éléments maçonnés de la voûte ;
- l'amas du croisillon nord du transept avec des éléments maçonnés de la voûte ;
- l'amas de la partie orientale de la nef qui comprenait des éléments en provenance de la pointe de la flèche et de la charpente médiévale, ainsi que des éléments maçonnés de la voûte (arc doubleau de la nef notamment).

Immédiatement après l'incendie, et dans le cadre juridique de « l'urgence impérieuse », la DRAC Île-de-France a élaboré en collaboration avec le Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH) un « **protocole d'évacuation des débris** » afin de documenter selon une méthodologie rigoureuse et scientifique le tri et le prélèvement des vestiges.

« Il était alors urgent de dégager la cathédrale de ce qui était considéré par beaucoup comme des *gravats*, mais dont la valeur patrimoniale et scientifique est inestimable, tout comme il était impératif de documenter d'un point de vue scientifique ces effondrements sous peine de perdre de manière irrémédiable de la documentation de première importance. »

Stéphane Deschamps
conservateur régional de l'archéologie
DRAC Île-de-France

Le tri et le prélèvement de ces matériaux ne pouvaient se faire que selon une méthodologie archéologique qu'il a fallu inventer et adapter dans l'urgence, afin de traiter un patrimoine en péril. L'objectif était de mettre en œuvre un protocole de prélèvement, d'échantillonnage et de conservation qui soit à la fois compatible avec les impératifs de mise en sécurité de l'édifice, avec les prélèvements réalisés parallèlement par le Laboratoire central de la police judiciaire (présent sur les deux premiers amas), tout en prenant en compte les enjeux patrimoniaux et scientifiques liés à ces matériaux provenant de la cathédrale médiévale et de ses modifications ultérieures.



Ce protocole a été conçu dans un souci d'efficacité, de réalisme et dans le souci constant de la prise en compte des impératifs scientifiques et patrimoniaux. Menée à une échelle qui ne connaît pas de précédent, cette opération scientifique de prélèvement visait non seulement à recueillir avec soin l'ensemble des vestiges, mais aussi et surtout à documenter aussi précisément que possible l'emplacement de chaque élément ainsi prélevé dans les amas de vestiges issus de l'effondrement des voûtes ou bien encore présents sur leur extradoss.

Aidées d'engins télécommandés (entreprise SGLM) permettant d'accéder aux zones « dangereuses » et interdites d'accès, et munies de combinaisons et d'appareils de protection respiratoire (le site étant pollué au plomb), les équipes du ministère de la Culture ont travaillé quotidiennement, d'avril à novembre 2019, à la sélection, parmi les nombreux éléments effondrés (échafaudage, mobilier liturgique, etc.), de tous les items patrimoniaux susceptibles d'aider le projet de restauration ou de fournir de précieuses informations quant à l'histoire de Notre-Dame.

Chaque levée de godet a été photographiée *in situ* afin de permettre une traçabilité des vestiges prélevés et conservés. Les engins les déposaient ensuite sur une table de tri improvisée dans le bas-côté nord, où les archéologues, les équipes du LRMH et du Centre de recherche et de restauration des Musées de France (C2RMF) – rejoints également par l’Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et par l’entreprise Pierre Noël – ont opéré une sélection : d’un côté, les items significatifs (principalement des éléments lapidaires, du bois et du métal, mais aussi des fragments de l’horloge et des cloches) ; de l’autre, les déblais, éclats et morceaux de pierre non signifiants, ainsi que le plomb et les éléments d’échafaudage. Les premiers étaient déposés sur des palettes (avec la correspondance du numéro de godet), qui étaient à leur tour photographiées.

Au total, rien que pour **les amas du bras nord et de la croisée**, ce sont pas moins de **724 godets qui ont été triés**, tandis que **l’amas de la nef** en comptabilisera **349**. Au fil du tri, les palettes ont été évacuées de l’intérieur de la cathédrale pour être stockées provisoirement sur des racks dans des barnums installés sur le parvis.

En raison de l’ancienneté des matériaux effondrés, et d’une urgence moindre concernant ce secteur (hors « zone police »), l’amas de la partie orientale de la nef (état médiéval de la charpente, claveaux de la voûte d’origines) a fait l’objet d’une méthodologie légèrement différente, avec la mise en œuvre d’une couverture photogrammétrique par Art Graphique et Patrimoine (relevés en 2D ou en 3D à partir de photographies numériques redressées, permettant de documenter la position de chaque pièce de bois).

Pour ce secteur, une fouille archéologique d’office a été prescrite par la DRAC sur un périmètre d’environ 200 m² ; elle a ensuite été menée sous la direction d’un responsable d’opération de l’INRAP. L’objectif était le même que pour les deux premiers secteurs : prélever, isoler et inventorier tous les éléments tombés au sol dans ce secteur, et en permettre la conservation à des fins d’analyse en lien avec le programme de restauration de la cathédrale. Cette opération visait également à documenter le prélèvement des matériaux afin d’enregistrer le plus précisément possible le lien entre les matériaux ainsi prélevés et leur position au sein de l’amas.

Ces différentes opérations de tri et de prélèvement des vestiges au sein de l’édifice ont toutes été réalisées dans un calendrier extrêmement contraint, et dans des conditions très particulières (prélèvement « par procuration » avec les engins télécommandés, environnement plomb).

Le protocole mis en œuvre dans l’urgence a constamment dû s’adapter et répondre tout à la fois aux exigences à venir de la communauté scientifique et à celles de la maîtrise d’œuvre.

Momentanément mises en suspens lors de l’interruption de chantier en juillet 2019 (le temps que le chantier réponde aux préconisations en termes de réglementation plomb), ces opérations ont été achevées mi-novembre 2019, laissant la place à une seconde phase de tri dans les barnums.

* * *

Parallèlement à ce travail mené à l’intérieur de l’édifice a démarré dès juillet 2019 le **déblaiement des voûtes**, et là aussi le tri et l’inventaire des vestiges des éléments de charpente et des éléments métalliques.

Ici les archéologues ont été aidés non plus par des engins téléguidés mais par des cordistes. En fonction des secteurs, la méthodologie a connu des adaptations : si pour le bras nord du transept, les vestiges ont « simplement » été récupérés par les cordistes pour être déposés puis inventoriés sur le plancher installé juste au-dessus, leur prélèvement s’est fait sur la base d’un carroyage préalablement défini pour le bras sud.

Concernant les voûtes du chœur et de la nef, c’est une opération de documentation photogrammétrique qui a été mise en œuvre en collaboration avec le laboratoire « Modèles et simulations pour l’architecture » (MAP) du CNRS et le C2RMF, permettant de localiser précisément l’ensemble des bois effondrés puis prélevés.

Tous ces éléments (bois, mais aussi les centaines de bigbags de charbons et d’éléments métalliques) ont été descendus progressivement dans des containers et triés dans les barnums par les mêmes équipes que pour l’intérieur de Notre-Dame.

A ce jour, seul le secteur de la croisée (au droit de l’échafaudage calciné) n’a pas encore été traité. Il ne pourra l’être qu’une fois l’échafaudage calciné totalement démonté, et en présence du Laboratoire de la police judiciaire.

Vers la mise en place d'un inventaire et d'une régie des biens archéologiques mobiliers

L'ensemble des palettes déposées dans les barnums a fait l'objet d'un second tri effectué par des agents de la DRAC, du LRMH et du C2RMF, aidés ponctuellement par des collègues du CNRS.

Ce tri consistait d'une part à mettre de côté des éléments qui pourraient être utiles à la maîtrise d'œuvre dans le cadre du projet de restauration (éléments lapidaires « complets », présentant des traces de polychromie ou de travail par exemple, éléments métalliques significatifs tels les crêtes de faîtage...); d'autre part à trier les vestiges par matériau, et à les inventorier de manière précise dans une base de données créée spécifiquement.

Au total, sans compter les 8 000 bois (qui ne seront pas réutilisés dans le cadre du chantier de restauration), ce sont près de **180 palettes qui ont été mises de côté pour la maîtrise d'œuvre, et plus de 600 palettes de vestiges (pierre et métal) susceptibles de présenter un intérêt pour la recherche ou pour une utilisation muséographique future.**

La base de données – agrémentée de clichés réalisés en majeure partie par le LRMH – permettra ainsi à terme la gestion de ces vestiges désormais considérés par tous non plus comme des gravats mais comme des « biens archéologiques mobiliers », et d'en assurer la régie – conformément au code du Patrimoine.

En concertation avec la nouvelle maîtrise d'ouvrage (l'Établissement public Notre-Dame), il a été décidé que les palettes à destination de la maîtrise d'œuvre resteraient sur site, tandis que les autres vestiges, dont l'exploitation et l'étude seront menées dans les années à venir par la communauté scientifique, ont vocation à rejoindre pour une durée minimale de trois ans des locaux dédiés, mis à disposition par l'Établissement public ; l'objectif est de permettre la poursuite du chantier et l'aménagement du parvis de la cathédrale.

Actuellement, l'ensemble des vestiges prélevés dans le cadre de cette première phase du chantier scientifique ont été conservés. Si certains éléments ont vocation à rejoindre rapidement des laboratoires de recherche (ce qui est déjà le cas pour des analyses effectuées par le LRMH), d'autres constitueront une « collection d'étude » afin d'être définitivement conservés pour permettre à des générations de chercheurs d'accéder à ces matériaux documentés lors de la phase de prélèvement.

Dans le cadre du chantier scientifique, des **conventions de dépôt** seront établies par l'État (DRAC) avec les laboratoires scientifiques désireux de poursuivre les études et analyses de ces vestiges.

Car si elle constitue une perte irréparable, la chute de la charpente ouvre la voie à de nouvelles recherches, impossibles à réaliser sur des bois en œuvre. **Les marques de travail sur les pierres, la provenance des plombs, la nature des mortiers utilisés permettront d'accroître la connaissance sur la cathédrale et les conditions de sa construction.** D'autres études, comme l'origine et la provenance des bois d'œuvre ou l'évolution du climat pendant l'optimum climatique du Moyen Âge, pourront également être menées.



La DRAC dans son rôle régalien de contrôle scientifique et technique en matière d'archéologie préventive

La mise en place de différentes installations techniques utiles au bon fonctionnement du chantier a conduit pour certaines à la mise en œuvre d'opérations d'archéologie préventive, prescrites par la DRAC Île-de-France.

Ainsi, en octobre 2019, l'installation d'une grue-tour au sud-est de la cathédrale a occasionné une fouille à l'intérieur de 2 puits blindés. L'un des deux sondages a livré une portion de mur déjà repéré au début du 20^e siècle, et qui pourrait correspondre à un ancien mur de quai daté du 12^e siècle.

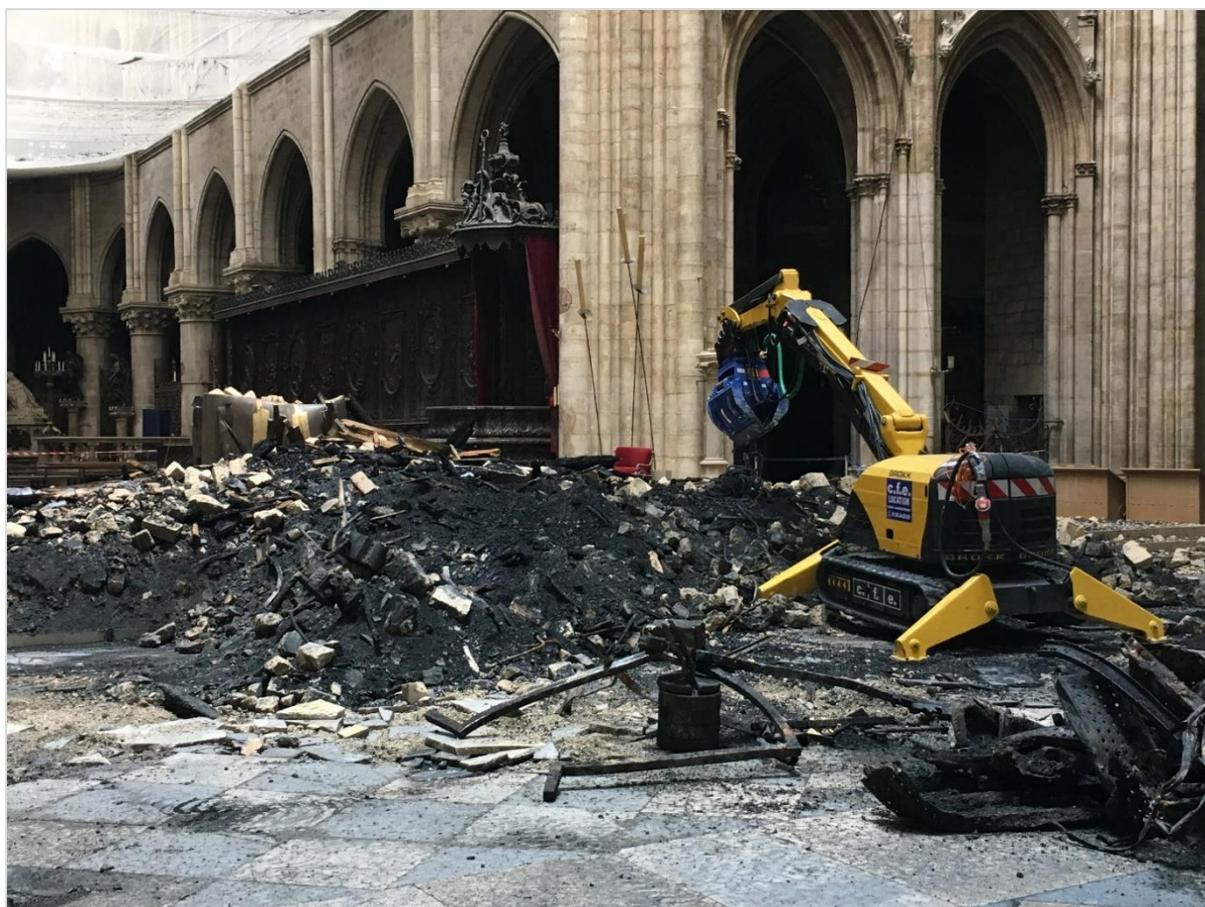
En novembre 2019, la pose d'un premier transformateur électrique à l'est du square Jean XXIII, destiné à l'alimentation des installations du chantier, a livré un niveau de remblai recouvert par une séquence de sols de jardin ou de cour (du 14^e siècle à la période révolutionnaire) d'environ 50 cm d'épaisseur. Le niveau supérieur correspondait probablement à la démolition de maisons vers 1809.

Le décapage préalable à la pose d'un second transformateur électrique côté sud a révélé une séquence stratigraphique de la période moderne à 1,60 m de profondeur recouvert d'un remblai homogène qui peut être attribué aux travaux de rénovation de l'Archevêché en 1810-1812, réalisés dans la perspective d'un transfert de la Papauté à Paris.

Le creusement de la tranchée HTA a quant à lui permis de repérer le départ d'une voûte d'une cave de l'époque moderne qui appartenait à des dépendances de l'Hôtel-Dieu.

Enfin, une opération de prospection géophysique (géoradar 3D et électrostatique), prescrite par la DRAC préalablement à la pose d'échafaudages dans la cathédrale, a démarré fin septembre 2020.

Nécessaire à la phase de diagnostic du monument, de réparation et de restauration, cette prospection géophysique contribuera également à une meilleure connaissance des vestiges conservés dans le sol de Notre-Dame.

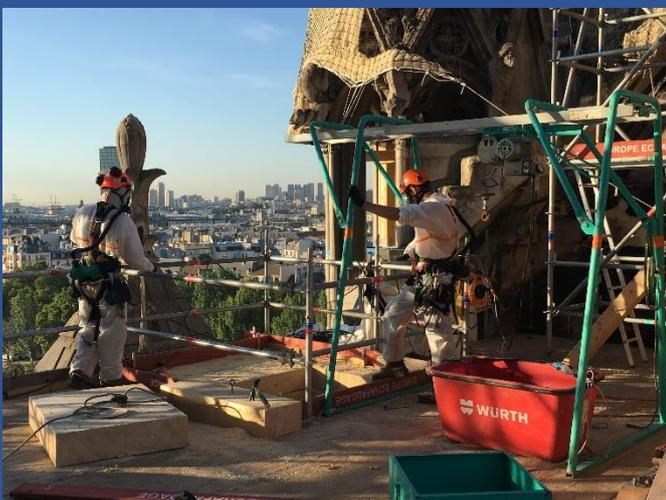


Chronologie des opérations archéologiques menées par la DRAC d'avril 2019 à octobre 2020

Fin avril - fin juillet 2019	Tri et prélèvement des vestiges tombés au sol dans la cathédrale (opération interrompue avec l'arrêt temporaire du chantier pour la mise aux normes plomb)
Juillet 2019	Tri des vestiges effondrés sur l'extrados des voûtes des deux bras du transept (opération interrompue avec l'arrêt temporaire du chantier pour la mise aux normes plomb)
Mi-novembre 2019	Fin du tri des vestiges dans la cathédrale
Nov. 2019 - fin janvier 2020	Inventaire des vestiges dans les barnums, sur le parvis
Février – mars 2020	Tri et inventaire des vestiges effondrés sur l'extrados des voûtes du bras sud du transept et sur une partie des voûtes du chœur (opération interrompue avec le confinement)
Juin 2020 – fin sept. 2020	Tri et inventaire des vestiges effondrés sur l'extrados des voûtes du chœur et de la nef

Calendrier des opérations d'archéologie préventive menées par l'INRAP

Mi-octobre / mi-nov. 2019	Fouille préalable à l'installation de la grue au sud-est du chevet
Dernier trimestre 2019	Diagnostics préalables à l'installation des deux transformateurs électriques et de la nouvelle base-vie
Fin sept. – début oct. 2020	Opération de prospection géophysique dans la cathédrale

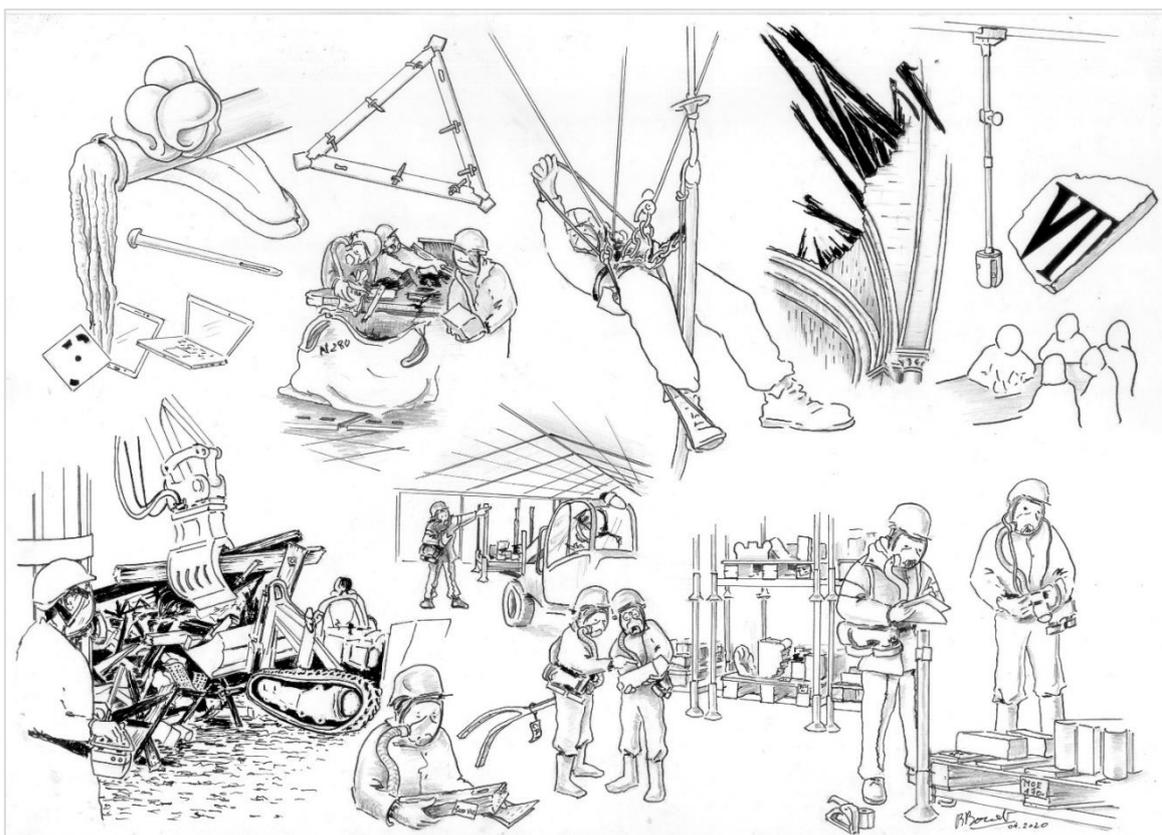


3

Paroles d'archéologues

« Nous traitons les effondrements matériels issus de l'incendie comme nous traitons un amas de débitage de silex du Néolithique. »

Stéphane Deschamps
Conservateur régional de l'archéologie
Chef du service régional de l'archéologie – DRAC Île-de-France



« Croquis de chantier »
par Béatrice Bouet-Langlois
Archéologue, ingénieure d'études
Service régional de l'archéologie – DRAC Île-de-France

Interview de Béatrice Bouet-Langlois

Béatrice Bouet-Langlois est archéologue, ingénieure d'études au service régional de l'archéologie (DRAC Île-de-France).

Quelles ont été vos motivations pour rejoindre les volontaires qui dégageaient et triaient les fragments ?

Après les sentiments de peine et d'impuissance qui vous étreignent la première fois que l'on entre dans la cathédrale, l'évidence d'une participation aux efforts collectifs est apparue.

En tant qu'archéologue, il est inimaginable qu'un effondrement d'édifice aujourd'hui soit différent d'un effondrement survenu anciennement, enseveli dans le sol par le temps.

Pour Notre-Dame, nous connaissons la date et les circonstances, indépendamment de la causalité initiale. Sauvegarder les artefacts des tailleurs de pierre, charpentiers, horlogers ou métallurgistes, comme reconstituer les pans d'histoire non écrits de nos architectes et artisans, demeure une grande motivation globale.

Il m'a été demandé si je voulais participer sur mon temps de travail à cet effort, en adaptant du coup mes missions normales. J'ai dit oui et je me suis adaptée comme les autres membres des équipes.

Pourquoi une intervention des archéologues était indispensable dans cette étape de tri des fragments ? Les architectes et les entreprises sur place ne pouvaient-ils faire ce travail ?

Et bien oui et non. Tous les éléments au sol ou en surcharge sur les voûtes risquaient d'être appréhendés uniformément comme des gravois pollués, à la rigueur à répartir par bennes de matériaux. Les architectes auraient bien sûr demandé aux personnes assignées à cette tâche d'effectuer un tri pour réserver notamment des claveaux, voûtains et éléments métalliques pertinents dans la reconstruction ou la modélisation, mais cet ensemble aurait été indifférencié.

De surcroît nos efforts conjugués ont abouti à mettre à disposition, en plus des éléments pour les architectes bien sûr pour rebâtir Notre-Dame, des matériaux pour la réflexion présente et future de tous les chercheurs de

spécialités diverses, les historiens et les communautés d'artisans.

Il est très important de comprendre l'importance du travail réalisé sur le terrain au cours du chantier. C'est à ce moment et seulement à ce moment que nous pouvions assurer la traçabilité de l'information, en enregistrant la position de chaque fragment dans les décombres, afin de déduire sa provenance dans les structures qui se sont effondrées. Une information manquée à ce stade aurait été perdue pour toujours, rien au monde n'aurait permis de remonter la chaîne de l'information.

Pour cela il a fallu inventer une méthodologie archéologique d'urgence, c'est-à-dire relier l'identification, la description et la localisation des fragments, depuis leur prélèvement jusqu'à leur conditionnement. Ainsi nous pourrions retrouver l'emplacement d'origine de certains blocs de construction, de pièces de la charpente appartenant à la charpente ou de fragments de la flèche même une fois évacués du chantier.

« C'est ainsi que, pour la science, la "forêt" a survécu à l'incendie ! »

Ce protocole archéologique théorique de prélèvement et d'inventaire localisé a été adapté à chaque lieu d'origine et à chaque phase de tri (croisée, nef, voûtes, éléments accrochés dans les échafaudages ou récupérés par les entreprises sur site, etc.).

Au-delà des voûtains, des claveaux, des crêtes de faitages et de fragments de la flèches, de nombreux matériaux ont énormément de choses à nous dire (peintures, dorures, géologie, enduits, vitraux, briques, vitraux, clous forgés ou non, armatures, boulons de charpentes, etc.). Sans oublier les vestiges torturés mais émotionnels de la destruction comme des stalactites de plombs figés à la sortie des gouttières, les fleurons amollis ou des pierres cramoisies.

Comment se sont réalisés les inventaires des vestiges une fois sortis de la cathédrale en chantier ?

Les palettes de fragments divers, avec numérotation des godets des engins télécommandés, triés depuis l'intérieur de la cathédrale, avaient été déposées au fur et à mesure sur des racks dans des barnums installés sur le parvis. De nombreux bigbags descendus des parties hautes de l'édifice encombraient également les espaces au sol.

Nous avons alors engagé un deuxième tri raisonné des matériaux selon les directives des architectes afin de réserver les pierres pouvant être utilisées dans la reconstruction (voûtaines et claveaux selon leurs critères), les fragments ornementaux ou portant de la peinture ou de la dorure par exemple. Le reste des matériaux a été réparti en palettes de vestiges divers de construction (pierres, briques, etc.), en palettes de métal (armatures, crêtes de faîtage, boulons de charpentes, contrepoids d'horloges, etc.). Des échantillons d'éléments ont été extraits pour étude par le LRMH dès cette étape. Les sachets de petits matériaux comme les clous, fragments de vitraux, ou non identifiés, issus des tris par godets dans la cathédrale, ont été extraits également.

Toutes ces pièces mobilières ont été inventoriées, ainsi que tout déplacement et extraction pour analyse. Au début, un ordinateur portable, comportant la base de données d'inventaire conçue pour ce chantier, était utilisé sur place pour la saisie. Les inconvénients des équipements de protection (masque ventilé, moteur, gants, etc.) limitant les gestes et pouvant provoquer des erreurs, ont incité à opter pour des fiches de terrain papier que chacun pouvait remplir individuellement. L'ensemble des fiches papiers a ensuite été saisi sur la base de données. Tout élément présent sur ces palettes a reçu une identification à minima et surtout son numéro de godet initial.

Comment des personnes d'organismes différents ont-elles travaillé ensemble et concilié leurs compétences ?

La cohésion et la solidarité entre les équipes ont été primordiales. Nous avons tous en commun une rigueur scientifique et nos méthodologies sont complémentaires. Nos compétences individuelles sont devenues pluridisciplinaires pour apporter notre aide au groupe présent au jour le jour pour les inventaires, tris, étiquetages, déplacements de blocs, etc.

Les bruits incessants des engins télécommandés, des chariots de manutention, des moteurs de nos masques auxquels se surajoutaient les contraintes individuelles de nos équipements de protection, ne permettaient souvent que des communications gestuelles. Les échanges constants entre nous, hors chantier, ont permis d'être efficaces et organisés sur place. La bonne humeur étant de rigueur aussi bien évidemment.

Est-ce que les conditions difficiles d'interventions vous ont découragée parfois ?

Bien sûr, nous ne pouvons nier les difficultés constantes, évolutives et différentes à chaque phase du travail sur le site. La problématique du plomb en général et le changement de protocole après la fermeture du chantier fin juillet 2019, les formations obligatoires sur le plomb, le matériel de protection de plus en plus contraignant, les combinaisons, les vestiaires, les casiers, les douches et les déménagements successifs de nos espaces de vestiaires ou de travail ne sont que des détails. Ajoutons bien sûr depuis la fin mai 2020, les masques et les prises de températures pour le Covid-19 !

Le travail sur place a été parfois très physique, de plus en plus pénible, long et décourageant c'est exact. Les tâches ont été accomplies avec la satisfaction d'avoir permis de mettre à disposition de façon méthodique ces fragments d'éternité que la communauté scientifique étudiera dans le monde entier. Qu'elle se rappelle que cet héritage lui vient d'un chantier hors norme, dans un bel esprit d'équipe. Cette aventure appartient désormais un peu elle aussi à l'histoire de Notre-Dame de Paris.

Interview de Olivier Piaux

Olivier Piaux est archéologue, ingénieur de recherches au service régional de l'archéologie (DRAC Île-de-France).

Où étiez-vous le 15 avril 2019 ?

Je suis chez moi avec ma famille quand ma fille reçoit sur son portable l'annonce de l'incendie à Notre-Dame vers 18h45/19h00. Nous habitons en bas de la rue Saint-Jacques, à moins de 150 m de la Seine. Depuis mon balcon nous apercevons un énorme panache de fumée qui passe au large de l'église Saint-Séverin. Nous nous précipitons alors jusqu'à Saint-Julien-le-Pauvre. Nous regardons, incrédules, la progression fulgurante du feu sur la toiture. Les pompiers essaient tant bien que mal d'arroser la toiture mais, vu de loin, les jets d'eau paraissent si petits par rapport à l'ampleur du sinistre. Un hélicoptère survole la zone... Au bout de 15 minutes je préfère rentrer chez moi, laissant ma fille sur place, avant que la flèche ne s'effondre, trop triste pour regarder...

Je ne pouvais alors pas imaginer ce que j'allais être amené à intervenir avec mes collègues de la DRAC Île-de-France pour la sauvegarde de Notre-Dame quelques semaines plus tard.

Quelles ont été vos premières impressions les premiers jours de votre intervention dans Notre-Dame ?

Nous sommes alors au mois de mai 2019, des volontaires du service régional de l'archéologie de la DRAC d'Île-de-France ont été appelés rapidement parmi les équipes de terrain pour travailler avec nos collègues du LRMH et du C2RMF et de la police scientifique : j'en fais partie !

Passé le choc de découvrir tous ces amas de poutres, ferrailles de toutes sortes, blocs de pierre et... de chaises éventrées, je m'attelle sans attendre avec mes collègues à trier les fragments divers qui se présentent dans un premier temps sur une table sommaire installée en urgence.

Et quelle n'est pas mon émotion le jour où, parmi les vestiges, j'extrais un fragment de céramique flammulée du 14^e/15^e siècle, un fragment de clavicule très probablement humaine ainsi que 2-3 petits coquillages qui se trouvaient directement sous le dallage de sol

transpercé par les poutres et les blocs de pierres de la croisée de Notre-Dame.

Pouvez-vous me décrire un moment particulier de votre présence dans la cathédrale ?

Un jour comme un autre, il est environ 10h30. C'est la pause obligatoire d'une demi-heure. Je préfère cette fois-ci rester seul dans la cathédrale. Presque aucun bruit extérieur si ce n'est le vol d'un pigeon, et ces rayons de soleil qui inondent la croisée... Dans un édifice d'habitude si visité, c'était un moment privilégié parmi les siècles !

Tous les moments ont-ils été aussi contemplatifs ?

C'était surtout un chantier hors-normes. Nous sommes au début du mois de juillet 2019 et j'interviens avec d'autres collègues au sommet de Notre-Dame, au niveau du plancher du transept nord. Les cordistes nous remontent dans une petite nacelle des objets tombés sur une partie de la voûte encore en place : pierres, plomb fondu, fragments de vitraux, clous, etc. Tout cela sous un soleil implacable, avec un record de 53°C.

C'était aussi un chantier très exposé, comment l'avez-vous vécu ?

Quelle n'est pas ma surprise en ouvrant un journal paraissant le dimanche 28 juillet 2019. Je découvre une brève disant « *qu'un archéologue qui intervenait à Notre-Dame, présentant un taux de plomb très important, a dû quitter ses collègues depuis plusieurs semaines* ». Je me reconnais instantanément car je viens juste de recevoir mon taux de plombémie qui n'est en fait pas très élevé et surtout que les "plusieurs semaines" correspondent à mes vacances d'été. L'administration fut très vite rassurée, soyez-le aussi.

Une fois les vestiges sortis de Notre-Dame, quel va être votre rôle ?

Entre le mois d'octobre 2019 et mars 2020, Covid-19 oblige, semaine après semaine, tout ce que nous avons sorti de Notre-Dame a rempli les différents barnums construits à cette occasion devant et sur le côté sud de Notre-Dame. Nous nous mettons à la tâche d'arrache-pied pour trier ce qui aura vocation à être réutilisé pour la restauration de l'édifice, par exemple certains blocs en provenance des voûtes, mais aussi tout ce qui pourra contribuer à de futures études : le métal et le bois. Or, en archéologie il ne suffit pas de collecter un objet, il faut le rattacher à son contexte. C'est pourquoi nous devons absolument enregistrer l'emplacement où ces fragments étaient tombées, au fur et à mesure de leur évacuation, pour les rattacher aux structures, notamment à la charpente, sinon cette information aurait été perdue à tout jamais, et la forêt disparue une seconde fois. Aujourd'hui cette partie a disparu temporairement du paysage urbain, mais la mémoire de Notre-Dame de Paris est sauvée pour les générations futures.

Ce noble objectif passe par une gestion extrêmement précise des matériaux et des installations, et pour ma part, je m'attelle pendant plusieurs semaines, avec l'aide de 4 formidables caristes, à ranger et à optimiser le mieux possible l'espace qui nous a été dévolu en superposant sur des racks à palettes tout ce mobilier que nous venons de trier, photographier et inventorier.

Et aujourd'hui ?

Nous sommes le 1^{er} octobre 2020, voici un peu plus d'une semaine que nous venons de terminer le tri des vestiges en provenance des voûtes de la nef. Je suis certes fatigué mais tellement fier du travail considérable que nous venons tous ensemble d'accomplir... mais ce travail n'est pas totalement terminé puisqu'il nous reste encore ce qui doit être descendu des voûtes de la croisée. Certains jours nous comptons à peine les très nombreux bigbags remplis à ras-bord de « gravats », blocs sculptés et autres vestiges extraits par les cordistes et qu'il nous restait à trier. Et puis la simple découverte quotidienne d'éléments souvent très bien conservés en provenance de la charpente, des clous pour l'essentiel, me rendait heureux et me motivait. Et nous sommes prêts à terminer cette première phase du sauvetage de Notre-Dame dans les prochaines semaines.

Interview de Dorothee Chaoui-Derieux

Dorothee Chaoui-Derieux est archéologue, conservatrice en chef au service régional de l'archéologie (DRAC Île-de-France).

Quelles ont été vos relations avec les autres acteurs du chantier ?

Grâce à notre présence sur site dès les lendemains de l'incendie, grâce à notre implication concrète (en collaboration avec les autres services du ministère : LRMH, C2RMF notamment) dans le processus de mise en sécurité de l'édifice, nous avons très vite gagné la confiance de la maîtrise d'œuvre. Côté maîtrise d'ouvrage (alors exercée par la DRAC), nous avons également été encouragés et soutenus dès la mise en œuvre du protocole de tri et de prélèvement des vestiges. Lors du transfert de la maîtrise d'ouvrage à l'Établissement public, des relations de pleine confiance se sont immédiatement mises en place, et il n'est pas une semaine depuis où nous ne discutons pas avec l'établissement de tel ou tel point concernant l'avancement des opérations de tri et de prélèvement ou de conservation des vestiges.

La participation aux réunions de chantier hebdomadaires avec la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et avec toutes les entreprises présentes sur le chantier nous a permis non seulement de faire connaître et comprendre notre rôle, mais également de nous faire une place dans le calendrier très contraint du chantier, et de nouer des relations privilégiées avec les compagnons.

Notre action est devenue visible, compréhensible par tous, et très vite nous avons réussi à faire accepter à tout le monde que nous n'étions pas là simplement pour ramasser des « gravats » pollués, mais bien pour prélever et trier des « vestiges » à forte valeur patrimoniale, selon un protocole scientifique rigoureux. Tout ce que nous avons mis en œuvre depuis 18 mois constitue en effet la première étape (fondamentale) d'un chantier scientifique qui ne démarrera pas une fois que les laboratoires auront accès aux vestiges, mais qui est en œuvre depuis notre premier jour sur le chantier.

A force, tout le monde sur site a fini par utiliser ce vocabulaire de « vestiges » (ce n'est pas

une petite victoire !), et à nous solliciter dès le moindre doute sur le sujet. Les relations de confiance avec les compagnons nous ont beaucoup aidé dans la mise en œuvre pratique de nos interventions, et nul doute que cette présence au quotidien, aux côtés de tous, y est pour beaucoup. Nous n'aurions rien pu faire (ou en tout cas pas comme nous le souhaitions) sans la présence à nos côtés des conducteurs d'engins téléguidés (SGLM) et des cordistes (Jarnias) qui ont effectué le prélèvement par procuration ; sans l'aide quotidienne de l'entreprise Pierre Noël pour le tri et la manutention des vestiges ; de l'entreprise ADNE pour le transfert des vestiges vers le nouveau lieu de stockage... Sans le concours et la solidarité de tous.

De même, notre réactivité et notre capacité d'adaptation, tant comme « opérateurs » sur le chantier que dans le montage, la mise en œuvre et le contrôle scientifique et technique des opérations d'archéologie préventive, nous ont permis sans aucun doute d'être pleinement intégrés dans la vie de chantier. Il s'agit là d'un chantier sur lequel il faut constamment faire preuve d'inventivité, de souplesse, et je crois ne pas trop m'avancer en affirmant que nous avons réussi à le démontrer.

Avec le recul, qu'en retenir-vous ?

Il y aurait tant et tant à écrire, à raconter. Et il y a aura encore sûrement énormément d'anecdotes, de souvenirs à partager. Car si Notre-Dame est un chantier hors normes, c'est d'abord et avant tout également une aventure humaine extra-ordinaire, avec ses « héros » en tout genre : cordistes, charpentiers, électriciens, caristes, architectes, restaurateurs, grutiers, agents de prévention et de sécurité, archéologues, sas-men, spécialistes des MH, équipe d'accueil et de sécurité, OPC, équipe de maîtrise d'ouvrage... et tant d'autres encore. Au fil du chantier, nous avons appris à nous connaître, à nous apprécier. Chacun s'appelle par son prénom, se tutoie, une solidarité naturelle s'est très vite en place face à l'épreuve.

Notre-Dame en coulisse, ce sont ces innombrables réunions en base-vie : réunions OPC, réunions de chantier, réunions MOA/MOE, réunions vestiges, réunions plomb... Des moments en plus petit comité où noms d'oiseaux et chaises volent parfois, où coups de gueule et imitations du général se répondent en écho, mais où personne n'hésite à partager chocolats et douceurs sucrées.

Car Notre-Dame, ce sont tous ces hommes et ces quelques femmes, qui depuis le 15 avril 2019 ne comptent pas leur temps, ne comptent pas leurs nuits, qui sont juste là, unis, ensemble, avec une seule et même envie : sécuriser la cathédrale, et redonner vie à l'édifice.



De gauche à droite : Dorothée Chaoui-Derieux, Olivier Puaux, Béatrice Bouet-Langlois (photo : C2RMF / A. Komenda - 11 juin 2020)

**Service communication
DRAC Île-de-France**

Olivier TUR
olivier.tur@culture.gouv.fr
06 48 35 63 18

Andréa KAMGANG
andrea.kamgang@culture.gouv.fr
01 56 06 50 29

Camille LEINARDI
camille.leinardi@culture.gouv.fr
01 56 06 51 06